

Oui à la recherche pharmaceutique Non à Sanofric !

Les partis et organisations de la Haute- Garonne soussignés, réunis jeudi 27 septembre, à Toulouse, apportent leur total et inconditionnel soutien aux équipes toulousaines de recherche pharmaceutique de Sanofi engagées dans un bras de fer avec la direction du groupe pour le maintien de toutes les activités du site historique de la route d'Espagne et pour refuser tout licenciement Ils expriment également leur entière solidarité avec les équipes du site Sanofi de Montpellier impactées par les projets de démantèlement de la recherche du groupe programmé par la direction.

Un groupe classé au 3e rang des trusts pharmaceutiques mondiaux, qui pèse 33 milliards d'euros de chiffre d'affaires, qui a réalisé 8,8 milliards de bénéfice en 2011, dont 3,5 milliards distribués en dividendes à ses actionnaires.

Nous nous tiendrons aux côtés des «Sanofi» en lutte et répondrons présents à toute initiative de leur intersyndicale d'appel à la population à les soutenir. Nos partis et organisations invitent leurs adhérent-e-s et sympathisant-e-s à participer massivement à tout grand rassemblement, notamment les «jeudis de la colère», organisé sous le contrôle des salariés et de leur intersyndicale.

En même temps que les 640 emplois directs et les 200 emplois intérimaires et de sous-traitance concernés, nous voulons défendre une recherche pharmaceutique au service des besoins de santé de la population. Nous contestons fermement à la direction du groupe Sanofi et à ses actionnaires leur légitimité à restructurer à leur gré des sites de recherche et de production de médicaments aux seules fins de conforter leurs profits. La santé de la population passe avant celle de leurs portefeuilles d'actions.

Nous alertons l'opinion publique et les autorités, l'État, les collectivités territoriales, sur l'incroyable gâchis que s'apprêtent à commettre les dirigeants de Sanofi, dès lors que chacun sait qu'ils ont bénéficié toutes ces dernières années d'aides, de subventions, de dégrèvements fiscaux à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros pour maintenir une recherche pharmaceutique de haute qualité, particulièrement ici, à Toulouse, dans le cadre de la lutte contre le cancer et de l'Oncopôle.

Leur désengagement - une rupture de la parole donnée - mettrait en péril des dizaines de protocoles de recherche de court, moyen et long termes impliquant tous les acteurs publics de la recherche médicale et de la santé publique - l'INSERM, le CNRS, l'université Paul-Sabatier, la Sécurité sociale, les médecins de ville et hospitaliers prescripteurs, les associations de malades, les associations de victimes de l'explosion de l'AZF... Il n'en est pas question!

Nous les alertons d'autant plus fermement, sur cet invraisemblable désengagement, que la lecture de la presse spécialisée anglo-saxonne, financière et médicale, révèle que le principal dirigeant de Sanofi-Aventis, Christopher Viehbacher, vient d'être reconnu coupable, en juin, par la justice aux États-Unis de tromperie sur les propriétés thérapeutiques de l'Advair, un antiasthmatique, et falsification de rapports de test quand, jusqu'en 2008, il dirigeait GlaxoSmith-Kline. Quelle confiance accorder à un tel dirigeant prévaricateur? Pour nous, aucune!

À défaut d'une nette et irrévocable déclaration publique des dirigeants du groupe Sanofi d'annuler leur projet de démantèlement des sites de Toulouse et Montpellier et de suppression de 900 emplois sur les autres sites, les partis et organisations de la Haute-Garonne soussignés invitent le gouvernement et le Parlement à envisager toute mesure de passage des sites toulousain et montpelliérain de Sanofi en propriété publique autogérée par leur personnel hautement compétent

Toulouse, le jeudi 27 septembre 2012